



Seuls les peuples sont souverains !

Le peuple irlandais a rejeté très largement le traité de Lisbonne, *ersatz* et copie presque conforme du traité constitutionnel refusé par les peuples français et néerlandais en 2005.

53,5% des électeurs qui se sont exprimés ont choisi le vote non. La participation, qu'on nous annonçait ridicule, dépasse 53% : c'est beaucoup plus que lors du référendum qui, en 2002, avait finalement accepté le traité de Nice. Il serait curieux d'ailleurs de présenter ceux qui ne sont pas allés voter comme des partisans de l'intégration européenne.

Comme en France en 2005, les zones qui votent le plus massivement NON sont celles où l'électorat populaire est le plus important. En 2005, trois départements français seulement avaient donné au oui une avance nette : Paris, les Hauts-de-Seine et les Yvelines. En Irlande, le oui dépasse 60% dans les banlieues aisées de Dublin, mais est minoritaire presque partout ailleurs.

Tous ceux qui sommaient les Irlandais de ratifier le traité, avec au premier rang Kouchner, répétaient : « Vous devez voter oui, puisque l'Union européenne vous a enrichis ». Il faut croire qu'ils ne se sont pas aperçus qu'ils étaient devenus plus riches. Depuis leur oui à Maastricht obtenu par une avalanche de promesses, leur oui à Nice finalement arraché par des menaces. En Irlande comme en France, les choix politiques imposés au nom de l'Union européenne profitent à une minorité, et signifient pour la majorité des salaires scandaleusement bas et des droits sociaux en recul. Quand on lui en donne l'occasion, cette majorité dit non.

On essaie déjà de nous convaincre qu'il n'est pas juste qu'un seul pays puisse bloquer « la marche en avant de l'Europe ». De qui se moque-t-on ? Un seul peuple a pu se prononcer : il a dit NON pour tous les autres, à qui on a refusé le droit de donner leur avis. Il n'y a pas d'opposition entre les Irlandais et les vingt-six autres peuples enfermés dans l'Union européenne. Il y a opposition entre tous les peuples et leurs vingt-sept gouvernements.

Depuis Maastricht, presque tous les référendums sur des traités européens, au Danemark, en Suède, en France, aux Pays-Bas, ont donné le même résultat, qui montre que les peuples sont conscients de la nature réelle de l'Union européenne : le moyen pour les classes dirigeantes des différents pays d'abolir les souverainetés nationales, donc toute possibilité de souveraineté populaire, pour décider entre elles, à Bruxelles, ce qui correspond à leurs intérêts. Le premier ministre Fillon nous a dit jeudi soir à la

Rouges Vifs, 62 rue Montmartre, 75002 Paris ☎ 01-42-36-64-14 📧 contact@rougesvifs.org

Tous nos textes depuis 1999 sont sur notre site web <http://www.rougesvifs.org>

télévision que sa politique d'austérité pour les salariés, de misère pour les retraités, et d'encouragement du profit était la seule possible dans le cadre des « contraintes de la mondialisation », et son opposant officiel Hollande ne l'a certes pas contredit. Et pour cause : les gouvernements successifs ont accepté, quand ils ne les ont pas devancées, ces « contraintes » qui n'ont rien de naturel, ni de fatal, mais sont délibérément forgées par ceux à qui elles profitent, en particulier au moyen des traités européens successifs.

Le problème est qu'au Danemark, en Suède, en France, aux Pays-Bas, des mécanismes institutionnels différents, mais ayant le même effet, ont contraint les peuples à élire des gouvernants partisans systématiques de l'accélération de l'intégration européenne. Dès lors, pas question de respecter la volonté du peuple, mais surtout tout faire pour éviter de lui demander son avis (en Irlande, la constitution l'imposait). C'est ce qu'ils appellent (on se demande bien pourquoi !) la démocratie représentative : des parlementaires presque tous élus parmi les serviteurs de la classe dirigeante décident à la place du peuple ce dont ils savent fort bien qu'il ne voudrait pas.

La question cruciale est donc : comment sortir de cette situation où les travailleurs et l'immense majorité du peuple doivent subir la domination d'une minorité, à qui les institutions permettent de mener une politique rejetée par référendum à chaque fois que l'occasion se présente.

Il est évident que la réponse n'est pas : attendre patiemment 2012 pour avoir la joie de choisir entre Sarkozy et un ou deux de ceux qui furent ses complices pour ratifier le traité de Lisbonne par voie parlementaire, qui ne contestent aucun de ses choix essentiels. Mais, ceci posé, la question reste entière : comment conquérir les moyens d'imposer une politique conforme aux intérêts du plus grand nombre ? comment définir les bases de cette politique et éviter les désillusions passées ?

Ces questions, et d'autres, l'association Rouges-Vifs Ile de France veut les poser et contribuer à amorcer des réponses. Lors de sa traditionnelle fête annuelle le 21 juin au stade du Loiretⁱ, notre association invite tous ceux qui se posent les mêmes questions à venir en débattre et fêter la victoire du NON en Irlande.

Paris, le 15 juin 2008.

ⁱ L'invitation peut être téléchargée sur notre site web, ou demandée par courrier postal ou téléphone.